COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 02 au 08 juillet 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Océan Indien : Destin Commun.....3

- **Je, tu ,Ile …**
- **Si lointain et si proche**

Interview de Hamada Madi Boléro nouveau Secrétaire de la COI.....7

- **<Nos pays doivent s'impliquer davantage>**

Economie.....8

- **Point d'équilibre**
- **De la Commission à la Communauté**

Connectivité aérienne.....10

- **A tire-d'aile**
- **COI : 20% de rabais sur des lignes aériennes**

Biodiversité.....13

- **Western Indian Ocean regional port authorities trained on survey scoping and planning**
- **World Oceans Day 2016**
- **Marine Invasive species survey scoping and planning workshop**

Energies renouvelables.....17

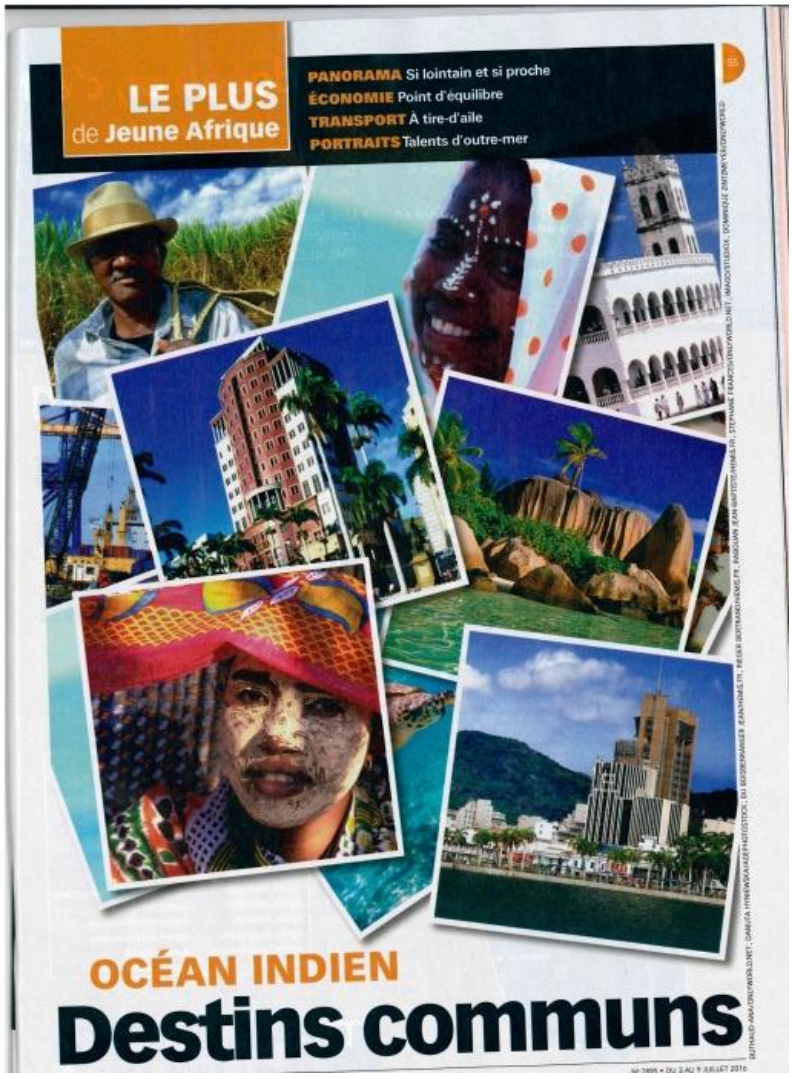
- **MRC - ÉNERGIES RENOUVELABLES : Maurice exploite l'énergie des vagues**
- **COP 22 - ÉNERGIES RENOUVELABLES : Alain Wong, « Le plan d'investissement concerne le ministère de l'énergie »**
- **Focus du mois**

Sécurité maritime.....22

- **SÉCURITÉ MARITIME : L'INS Trikand en mission à Maurice**

Océan Indien : Destin Commun

JEUNE AFRIQUE
HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDÉPENDANT • 56e année • n° 2895 • du 3 au 9 juillet 2016 jeuneafrique.com





Prélude

François-Xavier Freland

Je, tu, île…

DEPUIS TOUJOURS, l'océan Indien fait figure de zone maritime troublée, difficilement navigable, où soudain l'aiguille de la boussole s'affole. Jusqu'à en perdre ses points cardinaux. Le monde semble commencer à Madagascar, pour s'arrêter, des milliers de milles marins plus loin, à Rodrigues ou sur les atolls coralliens des Seychelles. Les grands vents du large charient encore les souffles épiques des pirates et des grands explorateurs venus des quatre coins du monde affronter les brisants avant de s'abîmer sur les rochers aux Comores ou aux Mascareignes. La légende veut que Marco Polo soit rentré de Chine en 1295 en empruntant le canal du Mozambique. Deux siècles plus tard, Vasco de Gama fait une escale aux Seychelles avant de remonter vers l'Inde. De tout temps, les îles et archipels du Sud-Est africain ont servi de point d'ancrage aux navires chargés de sel et de soie, et de trait d'union entre l'Orient et l'Occident dans leurs fructueux échanges commerciaux.

De tout temps, la région a servi de trait d'union entre l'Orient et l'Occident dans leurs échanges.

« **J'entends le bruit** de la mer qui vient et cette vibration sourde qui semble sortir de l'île. Il me semble que j'ai en moi une électricité, une force nouvelle. » Dans son roman *La Quarantaine*, Jean-Marie Gustave Le Clézio – l'écrivain franco-mauricien, comme il se définit lui-même – résume à la perfection les forces et les faiblesses de cette constellation d'îles perdues, croit-on, dans un coin du globe. Tout est question de point de vue et de perspective, lesquels ne manquent pas sur la région. À l'image des cyclones qui viennent le ravager à chaque saison des pluies, l'océan Indien bouillonne d'énergie sous les multiples influences des peuples de tous horizons, de toutes origines venus s'établir ici. Malais, Chinois, Perses, Bantous, Arabes, puis Français et Anglais, tous ont débarqué avec leurs croyances et leurs rites, leur culture et leur mémoire aussi… Et l'océan Indien s'est retrouvé, au lendemain des indépendances, au cœur d'un ensemble politico-économico-culturel aussi riche que disparate. Dont il semble aujourd'hui devoir tirer son identité.

Balafré par l'Histoire – qu'on songe à la traite négrière –, cet espace sous-régional a aujourd'hui retrouvé le calme après la tempête. Et ce quasi-continent « maritime », même s'il vit à l'heure de Londres ou de Paris, même s'il regarde vers l'Inde et bouge au rythme de l'Afrique, ne ressemble à aucun autre endroit au monde. Dans ce territoire à part, « le fait interculturel dévoilé par les sociétés créoles de l'océan Indien peut-il être à la base de la construction d'un vaste espace culturel indo-océanique ? » s'interrogeait déjà en 2002 feu Sudel Fuma, l'historien réunionnais. Cette interculturalité créole tarde peut-être à s'imposer dans les faits, mais l'espace océanique paraît pouvoir s'appuyer sur une identité insulaire commune pour se fixer un cap à tenir.

La Commission de l'océan Indien (COI) a justement pour but de resserrer les liens d'amitié et de solidarité de cette mosaïque humaine que constitue « l'Indianocéanie ». En un peu plus de deux décennies, l'organisation a bâti des projets de développement de dimension régionale, destinés à protéger un patrimoine unique, à améliorer des conditions de vie pas toujours paradisiaques malgré le contexte et à préserver des ressources naturelles aussi nécessaires que rares. La COI, entité de dialogue, de stabilité et de prévention des crises qui monte en puissance, tente de rapprocher les îles entre elles, et leur permet de lutter de manière conjointe contre l'insécurité alimentaire ou le réchauffement climatique. Loin d'avoir perdu le nord, l'Indianocéanie semble au contraire avoir vocation à devenir un véritable pôle de développement au sud. Pour retrouver, à terme, tout son magnétisme. ●


Le Plus de Jeune Afrique
Contentieux frontaliers
Seychelles
Comores
Archipels des Chagos
Maurice
Royaume-Uni
Îles Éparses
(Europa/Juan de Nova/
Bassa da India/Glorieuses)
France et Madagascar
Mayotte
Union des Comores
et France
Madagascar
Île Tromelin
France et Maurice
Océan
Indien
La Réunion
Maurice
200 km
OLIVIER CASLIN
Comme son nom ne l'indique pas, l'Indianocéanie se trouve en Afrique. Ce néologisme géographique a été employé pour la première fois en 1960 par l'écrivain mauricien Camille de Rauville pour évoquer « un nouvel humanisme au cœur de l'océan Indien ». L'idée a ensuite vogué, au gré des alizés et des aléas qui ont soufflé sur la région, avant que Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) depuis 2012, ne s'en empare pour la faire ressurgir du fond des mers. Il veut profiter du climat de confiance général qui règne au sein de la Commission depuis sa mise en place, en 1984 (lire encadré p. 60), pour faire d'un simple concept intellectuel, développé lors du colloque de Mahébourg, en 2013, à Maurice, une réalité culturelle, économique, et pourquoi pas, un jour, politique.
Pendant de la Macaronésie, qui, au nord-ouest du continent africain, regroupe les Açores, les Canaries, le Cap-Vert et Madère, l'Indianocéanie s'étend le long des côtes du Mozambique sur un peu plus de 5 millions de km² et englobe les Comores, Madagascar, ainsi que les anciennes « Mascareignes françaises », les Seychelles, Maurice et La Réunion. Un ensemble disparate, constitué d'États indépendants et de dépendances, de pays développés et en développement, aux religions et aux traditions aussi multiples et variées que la provenance des vagues successives de peuplement poussées vers ces îles par les moussons ou les courants marins. Le plus souvent de leur plein gré, mais parfois contraintes et forcées, comme pour les esclaves noirs et les •••
N° 2895 • DU 3 AU 9 JUILLET 2016
▼ Vu du ciel, le Morne Brabant, à Maurice.
OCÉAN INDIEN
Si lointain

et si proche
Face à la mondialisation, les îles et archipels du Sud-Est africain souhaitent **dépasser leurs différences pour s'unir**. Sous la houlette de la Commission de l'océan Indien, qui a fait de l'intégration régionale son objectif principal.

••• coolies du sous-continent indien, exploités dans les plantations de cannes à sucre. Malais et Indonésiens à Madagascar, Bantous et Perses aux Comores, Indiens dans les Mascareignes, Chinois un peu partout, tous ont contribué à dessiner ce métissage devenu, au fil des siècles, un patrimoine commun à l'ensemble de la sous-région. Tout comme l'usage du français, hérité de l'ancien colonisateur et qui sert de langue véhiculaire dans toute la zone. Même les différents créoles mauriciens ou seychellois, bien que mâtinés d'anglais, utilisent majoritairement les bases lexicales de la langue de Voltaire pour faire de l'Indianocéanie un îlot de francophonie dans un océan Indien perçu comme un lac anglophone.

C'est en s'appuyant sur ce type de similitudes que la COI espère sublimer les différences et dépasser les vieux contentieux *(lire p. 61)* pour mieux fédérer les États et construire cette identité commune qui leur permettra de faire face, ensemble, aux nombreux défis qui les attendent, de la lutte contre le terrorisme à celle contre le réchauffement climatique. Car bien que située, en apparence, aux marches du monde, la sous-région est rattrapée par la mondialisation économique en cours, grâce notamment aux routes maritimes qui sillonnent depuis toujours et en tous sens cet espace de plus en plus géostratégique, à mesure qu'explosent les échanges en tout genre entre l'Asie et l'Afrique. La France l'a bien compris. Membre de la COI par l'intermédiaire de La Réunion et, de très loin, son premier contributeur, Paris voit dans la Commission un bon moyen d'exercer son influence dans cette zone de confluence. La présence de François Hollande lors du quatrième sommet des chefs d'État, à Moroni, en août 2014, avait justement pour but de rappeler l'engagement de son pays dans cette organisation, également suivie avec beaucoup d'attention par d'autres grandes puissances. Les États-Unis y sont militairement présents avec leur base de Diego Garcia, installée dans l'archipel des Chagos. La Chine est le premier pays à avoir obtenu le statut d'observateur de la COI en mai dernier, et l'Inde pourrait rapidement lui emboîter le pas.



▲ Lors du 4e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI, en août 2014. De g. à dr. : le Seychellois James Michel, le Mauricien Navin Ramgoolam, le Malgache Hery Rajaonarimampianina, le Comorien Ikililou Dhoinine, le Français François Hollande, et Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission.

MOTEUR. Si la sous-région veut prendre toute la place qu'elle s'estime en droit d'occuper sur la scène internationale, elle doit encore pour cela affermir les liens entre ses propres membres. « Groupés, nous sommes plus forts que séparés », rappelle comme une évidence Jean-Michel Jauze, doyen à l'université de La Réunion, qui demande que les États « transcendent leurs différences identitaires ». Grâce au volontarisme de Jean-Claude de l'Estrac, l'Indianocéanie a enregistré de sérieuses avancées sur les dossiers prioritaires que sont la connectivité aérienne entre les différents pays membres *(lire pp. 68-69)*, la protection des ressources halieutiques ou la sécurité alimentaire. Beaucoup d'observateurs espèrent maintenant que l'arrivée du Comorien Hamada Madi Boléro au poste de secrétaire général en juillet *(lire p. 62)* ne ralentira pas l'élan suscité par son prédécesseur. En quelques années, la COI a réussi à s'imposer comme la traduction politique d'une identité indianocéanique en construction, destinée à servir de moteur à une véritable intégration sous-régionale. Une première étape qui en demande d'autres, pour qu'un jour puisse être constituée cette fameuse communauté que beaucoup appellent de leurs vœux. ●

C'EST QUOI LA COI

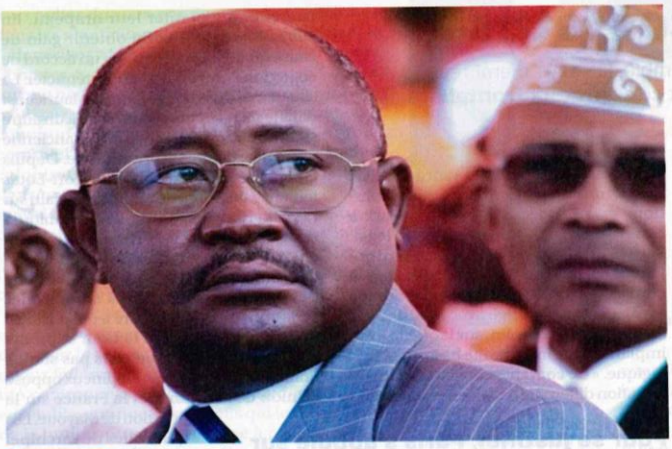
Créée en 1982 à Port-Louis et institutionnalisée deux ans plus tard par l'accord de Victoria, la Commission de l'océan Indien (COI) est la seule organisation régionale d'Afrique constituée uniquement de territoires insulaires. Elle réunit à ses débuts Maurice, Madagascar et les Seychelles, rejoints en 1986 par les Comores et la France par l'intermédiaire de La Réunion, avec pour principale mission de resserrer les liens culturels, mais également politiques et économiques, entre ses cinq pays membres. Elle défend également leurs intérêts sur la scène régionale et internationale. Si les chefs d'État se retrouvent lors de sommets organisés plus ou moins régulièrement (quatre en trente-deux ans), leurs ministres des Affaires étrangères se réunissent chaque année pour déterminer les priorités dont le secrétariat général, véritable organe exécutif, aura la charge. Pour renforcer l'intégration régionale, la COI conduit des projets liés à l'économie et au commerce, à l'environnement et au changement climatique, à la mobilité et à la connectivité. Son champ d'action s'est graduellement élargi vers le champ diplomatique, avec les missions d'observation aux Comores en 1997, puis à Madagascar, lors de la sortie de crise, en 2013, et, plus récemment, lors du scrutin présidentiel de février. ●

O.C.

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Interview de Hamada Madi Boléro nouveau Secrétaire de la COI

JEUNE AFRIQUE
HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDÉPENDANT • 56e année • n° 2895 • du 3 au 9 juillet 2016 jeuneafrique.com



DR

INTERVIEW

Hamada Madi Boléro

« Nos pays doivent s'impliquer davantage »

En tant que secrétaire général de la COI, l'ancien Premier ministre comorien poursuivra le travail engagé par son prédécesseur pour apporter plus de visibilité à une organisation qui en manque tant.

Le 13 juillet, Hamada Madi Boléro deviendra le cinquième secrétaire de la Commission de l'Océan indien (COI), où il remplacera le Mauricien Jean Claude de l'Estrac pour un mandat de quatre ans. Chef de gouvernement du président Azali de 2000 à 2002, ce Comorien de 51 ans compte bien marcher sur les pas de son prédécesseur et poursuivre le travail déjà réalisé pour apporter davantage de visibilité et de notoriété à l'organisation, tant sur la scène internationale qu'au sein de ses pays membres. Il souhaite également s'appuyer sur ses années passées au ministère de la Défense de son pays pour améliorer la question de la sécurité régionale, inscrite au rang des priorités de son mandat.

JEUNE AFRIQUE : À un mois de votre prise de fonctions, avez-vous une idée des grands chantiers que vous lancerez ?

HAMADA MADI BOLÉRO : Je veux d'abord rendre hommage à Jean Claude de l'Estrac, qui a œuvré pour la renommée de la Commission. C'est un grand honneur de lui succéder, car il a beaucoup fait pour consolider cet espace, constitué d'États insulaires dont les réalités économiques et politiques sont très diverses. Il faut donc continuer à améliorer la connectivité entre les pays et jouer sur les solidarités internes pour aider la région à grandir et à participer aux enjeux de la mondialisation. La COI dispose pour cela d'un avantage important avec la France, qui est membre du Conseil de sécurité de l'ONU, et la Chine, qui, depuis 2015, bénéficie d'un statut d'observateur auprès de la COI.

> « Avec des populations métissées, l'Afrique est partout présente sur nos îles.

Le secrétariat général dispose-t-il des moyens institutionnels et des soutiens politiques nécessaires à la réalisation de ses missions ?

Je vous le confirmerai lorsque j'aurai pris mes fonctions, mais je suis persuadé que le secrétariat dispose de tous les outils dont il a besoin. Je veux en revanche diversifier nos sources de financement. L'UE contribue, à elle seule, à hauteur de 85 %. C'est trop ! Il faut que nos pays membres s'impliquent davantage. Ils ne créent certes pas de blocage, mais ils ne participent pas vraiment au développement de la Commission ni au suivi de ses missions. Pourtant, le Conseil des ministres reste le vrai organe de décision, et c'est lui qui fixe les grands caps. Peut-être pourrions-nous réfléchir au rétablissement d'une conférence des chefs d'État, comme c'était le cas à l'origine.

Que pensez-vous du concept d'indianocéanie développé dans les années 1960 et largement promu par Jean Claude de l'Estrac ? N'oublie-t-il pas l'Afrique ?

Bien sûr que non ! Avec des populations métissées aux multiples traditions, l'Afrique est partout présente sur nos îles. Nous sommes situés entre l'Asie et l'Afrique. C'est ce qui nous différencie des autres et c'est ce qui unit nos pays. À nous de montrer nos différences pour mieux faire comprendre au monde qui nous sommes. La COI doit pour cela renforcer ses capacités politiques, surtout à l'international.

C'est l'une des priorités de votre mandat ?

Oui, avec la question de la sécurité régionale. En tant qu'ancien ministre de la Défense, je compte me saisir du problème et lutter le plus efficacement possible contre la pêche illégale, la piraterie, le terrorisme. Il faut pour cela que les pays membres disposent d'outils communautaires. La France peut mettre ses moyens militaires à notre disposition, mais nous pouvons développer d'autres partenariats. Avec les États-Unis, également présents dans la région, ou avec une puissance régionale comme l'Afrique du Sud. Nos pays doivent être en sécurité pour pouvoir se développer. ●

Propos recueillis par **OLIVIER CASLIN**

Economie

JEUNE AFRIQUE
HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDÉPENDANT • 56e année • n° 2895 • du 3 au 9 juillet 2016 jeuneafrique.com

ÉCONOMIE

Point d'équilibre

Pour créer l'union malgré de grands écarts de développement, **une seule stratégie** : faire de cette diversité un atout.

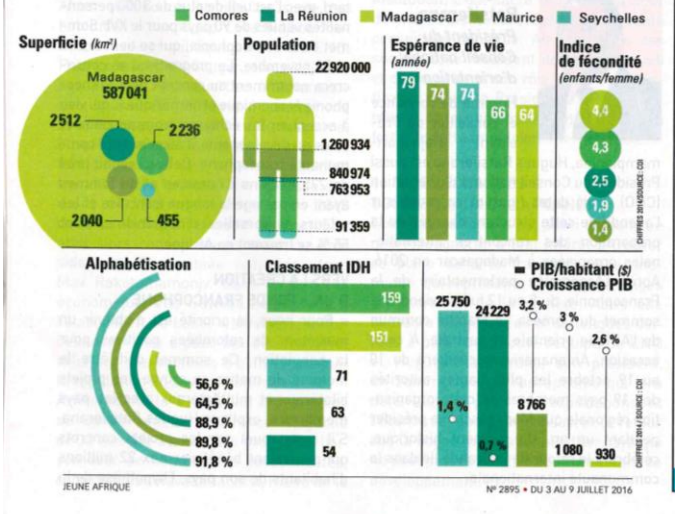
« La diversité n'empêche pas l'unité », assure un responsable de la Commission de l'océan Indien (COI). Et vice versa. Obligée de compter avec les réalités géographiques et économiques diamétralement opposées de ses cinq pays membres *(voir infographie)*, l'organisation n'hésite pas quand il le faut à utiliser la méthode Coué. Car les écarts de développement sont tels, entre d'un côté Madagascar et les Comores, classés parmi les pays les moins avancés (PMA), et de l'autre, les Seychelles, pays à revenu intermédiaire (PRI), Maurice, devenu récemment un nouveau pays industrialisé (NPI), et La Réunion, territoire développé en tant que département français, qu'ils semblent devoir freiner toute tentative d'union.

Quelle stratégie commune définir entre la grande île malgache, ses quelque 23 millions d'habitants répartis sur presque 600 000 km², et les 455 km² de l'archipel seychellois peuplé de moins de 100 000 âmes ? Surtout que la structure des économies de ces pays, héritée de la période coloniale et qui repose essentiellement sur les cultures de plantation, les rend aujourd'hui plus concurrents que partenaires.

Des difficultés que les promoteurs de la COI veulent percevoir comme autant d'opportunités à saisir, comme dans le secteur du tourisme, où ils comptent jouer sur les complémentarités pour diversifier une offre qui, malgré des paysages de carte postale, attire à peine 2 millions de touristes par an.

Pour doper les chiffres de fréquentation de la sous-région et la sortir de l'isolement, la COI a fait de la connectivité aérienne, mais aussi maritime et numérique sa priorité. La Commission veut également capitaliser sur ce qui rapproche ces pays, à commencer par la zone économique exclusive (ZEE), grande comme la Méditerranée, qu'ils ont en partage. L'avenir semble donc bleu horizon pour l'Indianocéanie et la COI, qui multiplient les projets dans les secteurs de la pêche, des énergies renouvelables ou de l'exploitation de fonds marins potentiellement gorgés d'hydrocarbures. Le tout selon une logique de gestion durable d'un environnement naturel menacé par les bouleversements climatiques. Dossier sur lequel la sous-région revendique, depuis la COP21, une véritable expertise. ●

OLIVIER CASLIN



TRIBUNE



© V. FOURNIER/J.A.

JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC
Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

De la Commission à la Communauté

L'HISTOIRE NOUS RÉSERVE PARFOIS bien des surprises. Lorsque, jeune ministre des Affaires étrangères de Maurice, j'ai cofondé la Commission de l'océan Indien (COI) avec mes homologues de Madagascar et des Seychelles, je ne pensais pas que j'en prendrais un jour les rênes. Trente ans plus tard, la seule organisation régionale insulaire d'Afrique est reconnue sur l'échiquier international et porteuse d'espoir pour les peuples du sud-ouest de l'océan Indien.

Lors de mon investiture, j'avais dit ma volonté d'utiliser le mot juste, « Indianocéanie », pour désigner et promouvoir notre région. Largement utilisé par les écrivains et les universitaires, par les journalistes et les décideurs, il l'est également de plus en plus par les citoyens de nos pays. Ce mot, loin de nous cantonner à notre seule géographie, raconte nos filiations entremêlées, nos histoires imbriquées, nos cultures métissées qui plongent leurs racines en Afrique, en Inde, en Chine, en Europe, en Orient. Il porte notre identité comme nos ambitions. J'ai donc cherché, à la tête de la COI, à donner corps à cette idée.

Le premier chantier a été celui de la connectivité. Entre les îles elles-mêmes et avec le vaste monde, pour assurer l'insertion de nos économies dans la mondialisation des échanges et gagner en compétitivité. La COI a réussi le pari de mettre autour d'une même table les transporteurs aériens de tous ses pays membres pour créer l'Alliance Vanille en septembre 2015. La connectivité, c'est aussi le numérique, qui abolit les frontières, crée de nouvelles opportunités économiques et donne accès à la connaissance. Excentrée, notre région est au bord de la fracture numérique. La COI travaille, avec le secteur privé et le soutien de l'Union européenne, à la mise en place d'un troisième câble à très haut débit, baptisé Metiss, pour MEIting poT Indianoceanic Submarine System.

La sécurité alimentaire est une autre priorité. Madagascar a le potentiel pour être le « grenier de l'Indianocéanie ». La COI a élaboré, avec le concours de la FAO, un ambitieux programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour améliorer la production agricole régionale. Notre premier objectif est de regagner notre souveraineté alimentaire et d'éradiquer la faim. Et c'est tout à fait réalisable ! Dans le même temps, nous serons en mesure de dynamiser le commerce régional et de consolider des filières agricoles génératrices d'emplois et de revenus.

Voilà quelques-uns des chantiers structurants de la COI, qui travaille, avec l'appui de ses partenaires, sur de nombreux projets, couvrant un large éventail de secteurs : santé publique, lutte contre la pêche illégale, gestion des ressources naturelles et des écosystèmes côtiers, sûreté et sécurité maritime, entrepreneuriat et employabilité des jeunes, énergies renouvelables… Tous ces dossiers contribuent à l'émergence d'une Indianocéanie de croissance durable.

Notre futur reste, cela dit, encore incertain. Les effets du changement climatique sont visibles, parfois durement ressentis, dans nos îles. Le climat est le défi immédiat que nous devons relever, sur la base des engagements pris à la COP21. Dans ce sens, la COI porte la voix des petits États insulaires en développement (PEID) de l'Afrique et du Grand Océan Indien. Elle milite pour un traitement différencié en faveur des PEID.

> **Indianocéanie : le mot juste pour désigner et promouvoir notre région.**

La COI possède une expertise reconnue en matière environnementale. Elle a démontré sa valeur ajoutée sur le plan politique, sa capacité à mobiliser les moyens et à conduire d'ambitieux chantiers. Elle est même sortie de son périmètre premier à travers ses projets lancés en Afrique orientale et en Afrique australe. Elle est attractive, crédible et utile.

Aujourd'hui, l'Indianocéanie forme une authentique communauté d'esprit et de destin. Je rêve encore d'un glissement sémantique symbole d'une Indianocéanie assumée : de la Commission à la Communauté de l'océan Indien. Le mot juste. ●

Connectivité aérienne

JEUNE AFRIQUE
HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL INDÉPENDANT • 56e année • n° 2895 • du 3 au 9 juillet 2016 jeuneafrique.com

TRANSPORT

À tire-d'aile

Mieux desservir les îles pour développer les échanges commerciaux et soutenir le tourisme, telle est la vocation de l'**Accord Vanille** conclu entre les quatre compagnies aériennes nationales de la sous-région.



▶ Récemment sorti de la liste noire européenne, le transporteur malgache va pouvoir reprendre ses vols vers le Vieux Continent.

Confrontée à l'insularité de ses membres, la Commission de l'océan Indien (COI) a fait, dès ses débuts, des questions de mobilité et de connectivité son principal objectif. « Pas de développement économique pour nos îles sans échanges commerciaux, et pas d'échanges sans liaisons aériennes, maritimes, voire numériques », plaident les responsables de la Commission dans le document publié en février, après le dernier Conseil des ministres organisé à La Réunion. Surtout quand le commerce intrarégional ne pèse que pour 4 % des échanges réalisés par les cinq pays.

En plus de renforcer l'intégration économique et commerciale, l'amélioration de la desserte des îles, notamment aérienne, est essentielle pour les territoires de l'Indianocéanie, qui ont, depuis longtemps, fondé leur économie sur le tourisme. « Dans le contexte actuel, très concurrentiel, l'union doit, plus que jamais, faire notre force », estime un opérateur touristique mauricien.

L'officialisation de l'Alliance Vanille, annoncée et attendue avec impatience depuis des années par les différents secteurs économiques de la sous-région, devrait avoir un impact à court terme sur la desserte aérienne entre l'Indianocéanie et le reste du monde, ainsi que sur l'image même de la destination sur le marché touristique international. La signature de l'accord, en septembre 2015 à Antananarivo, entre les dirigeants d'Air Austral, d'Air Madagascar, d'Air Seychelles et d'Air Mauritius a d'ailleurs été qualifiée d'« historique » par Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI et grand promoteur du projet.

Les professionnels locaux du secteur appellent maintenant de leurs vœux « une redynamisation » de la desserte intérieure, espérant la création d'une compagnie low cost qui serait détenue par les quatre opérateurs aériens. En plus de doper une fréquentation touristique qui, malgré le potentiel unique des îles, ne représente au mieux que 0,05 % du marché mondial, elle pourrait également relancer des compagnies nationales aujourd'hui en grande difficulté.

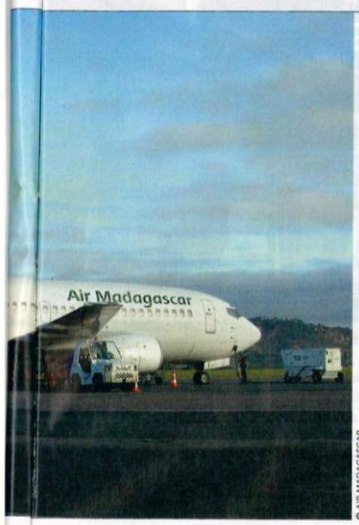
PRUDENCE. Après avoir caressé l'ambition de conforter sa présence régionale, Air Mauritius, le fleuron du ciel indianocéanien, a préféré jeter l'éponge. Annoncée pour cette année, la filiale sous-régionale du transporteur mauricien n'est plus une priorité. Au grand dam des opérateurs économiques, qui attendent de voir baisser le prix des billets. Air Mauritius « attend le bon timing », précise seulement son président, Arjoon Suddhoo, appelé en 2015 à la rescousse de la compagnie. « Une nouvelle stratégie régionale est toujours envisagée, explique-t-il. Notre conseil d'administration se penche sur la forme qu'elle devrait prendre. Nous ne voulons pas nous lancer sans avoir pris la mesure de ce qui se passe autour de nous. »

Prochaine étape : la création d'une compagnie low cost pour la desserte domestique.

Au siège de la société, à Port-Louis, la prudence est de mise, et le *board* de la compagnie souhaite que les responsabilités soient partagées. Notamment avec le transporteur malgache. « Air Madagascar entre dans une phase de transformation, pour devenir un acteur clé de l'aviation régionale », reprend Arjoon Suddhoo. Air Mauritius est encore convalescente. Après des pertes cumulées qui se sont élevées à 23,7 millions d'euros en 2015, la société vient d'annoncer un retour aux bénéfices sur les douze derniers mois, avec 16,5 millions d'euros. Ces bons résultats reposent essentiellement sur la baisse des cours pétroliers, mais la compagnie a également battu des records de fréquentation, en transportant près de 1,5 million de personnes entre avril 2015 et mars 2016.

HUBS. Alors que les besoins en matière de liaisons aériennes domestiques n'ont jamais été aussi bien identifiés, Air Mauritius semble tergiverser. Les seules décisions annoncées pour cette année concernent le renforcement des vols vers Rodrigues et La Réunion. La compagnie concentre surtout ses efforts sur le couloir aérien entre l'Afrique et l'Asie. Dans le cadre de sa stratégie Africa-Asia Corridor, elle veut renforcer la liaison entre les deux continents autour de deux hubs aéroportuaires, l'un à Singapour, l'autre à Maurice. La desserte régionale dépendra ensuite du succès de ce positionnement afro-asiatique.

La pression pourrait pourtant se faire un peu plus forte. Et Air Mauritius, comme les autres compagnies de la sous-région,



© AIR MADAGASCAR

va devoir apprendre à dépasser les égoïsmes nationaux. « Les opérateurs aériens sont de puissants producteurs de richesse. Un million de touristes représentent 1 milliard d'euros pour la balance commerciale de Maurice », donne pour exemple Georges Chung Tick Kan, actuel conseiller économique à la primature mauricienne. Dans la foulée de son transporteur aérien numéro un, c'est toute la COI qui espère prendre son envol. ●

ABDOOLLAH EARALLY, *correspondant à Port-Louis*

BANQUE : MAURICE EXPLORE LES GRANDS FONDS

La petite taille du marché mauricien n'est plus un frein à l'expansion de son secteur bancaire. Deux de ses principales enseignes, la Mauritius Commercial Bank (MCB) et la State Bank of Mauritius (SBM), n'ont pas hésité à sortir de l'île. Et le résultat est spectaculaire, notamment pour la MCB, leader du secteur. « Nous dégageons 40 % de nos bénéfices à travers nos différentes filiales étrangères », se félicite Jean-Michel Ng Tseung, président de MCB Investment Holding, qui dispose de quarante agences à Maurice.

Sa première implantation en dehors de l'île date de 1976, chez le voisin seychellois, à travers la Banque française commerciale de l'océan Indien (BFCOI). La taille du marché a beau y être dix fois plus petite, les bénéfices restent importants pour la MCB, qui a encaissé 5 millions d'euros en 2015, pour un chiffre d'affaires de 320 millions d'euros. « Nous accompagnons la progression économique du pays en nous concentrant sur ses principales industries, dans la pêche et l'hôtellerie. Nous détenons aujourd'hui 24 % du marché seychellois », précise Jean-Michel Ng Tseung.

Motivée par ces résultats encourageants, la banque s'installe en 1993 à Madagascar et démarre ses activités en finançant les investissements de ses compatriotes sur la Grande Île. Elle y dispose aujourd'hui de six agences et d'une centaine d'employés. La MCB finance les secteurs les plus variés de l'économie locale, du coton au pétrole en passant par l'élevage et l'hôtellerie. Malgré les crises successives qui ont plombé l'économie malgache, ses activités sont restées rentables, avec un bénéfice de 2,4 millions d'euros en 2015. Également présente à La Réunion, la banque mauricienne voit plus loin encore, avec l'ouverture de bureaux au Mozambique et aux Maldives. « Nous comptons rester actifs en dehors de Maurice. C'est le principal moteur de croissance du groupe », souligne Jean-Michel Ng Tseung.

La MCB n'est pas le seul digne représentant du secteur bancaire mauricien dans la sous-région. Poussée par son nouveau président, l'économiste Kee Chong Li Kwong Wing, la SBM est aussi partie à la conquête des marchés voisins. Présente à Madagascar et aux Seychelles, la banque, majoritairement détenue par l'État, s'est projetée en Inde et cherche à s'établir en Afrique de l'Est. La SBM, sous l'impulsion de sa direction, veut « laisser une empreinte internationale ». ● **A.E.**

Actualité

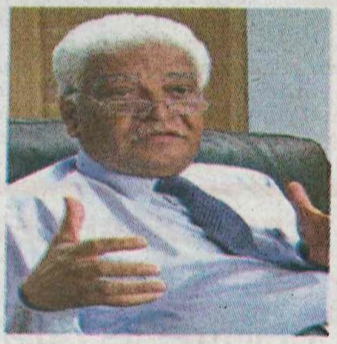
COI

«20 % de rabais sur des lignes aériennes»

JEAN CLAUDE de L'Estrac est à l'heure du bilan. Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) est à la fin de son mandat. Il se félicite, entre autres, de l'amélioration en termes de connectivité entre les différentes îles de la région. «*Le président de l'alliance Vanille, qui regroupe les compagnies aériennes de la région, annonce qu'il y aura un nouveau* pass *océan Indien. Cela permettra les déplacements à 20 % moins cher en décembre, entre les différentes îles de la région, sur les vols assurés par Air Mauritius, Air Austral, Air Madagascar et Air Seychelles, entre autres.*»

De même, suite à une session de travail à Madagascar la semaine dernière, il est également question de l'installation d'un troisième câble optique pour connecter Maurice à Madagascar, avant d'atterrir en Afrique. Sept opérateurs du privé ont manifesté de l'intérêt à investir dans ce projet : «*Nous allons aussi améliorer la connectivité maritime*», ajoute Jean-Claude de l'Estrac.

Hormis la connectivité, l'amélioration des relations et des liens entre les pays de la région est, selon le secrétaire général sortant, une démonstration au monde que nous pouvons coopérer, avec des liens extrêmement forts, entre les îles de l'Indianocéanie.



Le secrétaire général de la COI est arrivé à la fin de son mandat.

Son successeur, le Comorien Hamada Madi Boléro, prendra ses nouvelles fonctions mercredi prochain, en présence de plusieurs chefs d'États, dont la présidente de la République, Ameenah Gurib-Fakim, le président de la République malgache et le président de l'Union des Comores.

Biodiversité

Western Indian Ocean regional port authorities trained on survey scoping and planning

July 01, 2016

Invasive alien marine species threaten biodiversity, marine industries and human health, impacting significantly efforts.

These unwelcome guests travel long distances, hidden in ballast water or stuck to ships' hulls. In the South-Western Indian Ocean region, the Mauritius Oceanography Institute (MOI) is implementing a research project to determine the risks caused by the discharge of ballast water in Mauritius and propose measures to minimise the introduction of alien species through shipping activities.

<



The Landell-Mills-managed IOC Biodiversity Project and MOI recently organised a regional workshop on MIS survey scoping and planning. Mr Adnan Awad, an

internationally recognised expert in the field of marine invasive species, led the training. The workshop was organised in partnership with the Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries, Shipping and Outer Islands and with the scientific collaboration and backup of the Mauritius Oceanography Institute.

Representatives of the port authorities and marine sciences institutions from the six biodiversity beneficiary countries (Comoros, Kenya, Madagascar, Mauritius, Seychelles and Tanzania) met at the MOI, Albion, for two days of intensive training followed by a field visit to Port Louis harbour. The workshop aimed to equip stakeholders with the methodological tools needed to plan and undertake surveys.

The survey process includes carrying out baseline survey to establish species count and ongoing monitoring to assess increases in growth, damage levels and/or the introduction of any new species.

Although ports are the main gateways for invasive species, and the primary focus of the training, the methods also apply to other marine and coastal environments, such as marinas. The next step in the training programme will be the implementation of a pilot-survey in one of the participating countries, which is planned for the second half of the year.

An information brochure to raise awareness of the impact of marine invasive species is also being produced.

http://www.landell-mills.com/news/2016/7/1/marine-invasive-species-western-indian-ocean-regional-port-authorities-trained-on-survey-scoping-and-planning

World Oceans Day 2016







Initially proposed at the Earth Summit in Rio de Janeiro in 1992, the 8th June was officially recognised as the World Oceans Day (WOD) at the United Nations General Assembly in December 2008.

Under the theme of "Healthy Oceans, Healthy Planet", special emphasis was, this year, laid on plastic pollution, which is a serious threat to the oceanic environment due to its slow rate of degradation and subsequently to marine life at large. The laudable initiative taken by the Government of Mauritius to ban plastic bags will undoubtedly also have a positive effect on the marine environment in this regard.
To mark this year's celebrations, the MOI, in collaboration with the Ministry of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries, Shipping and Outer Island, and other stakeholders, organised a series of activities on the new premises of the Institute at Albion. This joint initiative aimed to promote public awareness on the ocean, to highlight the current challenges it is facing and to reach out to youngsters to become caretakers of our oceans.

During the opening ceremony, the Minister of Ocean Economy, Marine Resources, Fisheries, Shipping and Outer Islands, Honourable Premdut Koonjoo, emphasised on the importance of the ocean in regulating the climate, as a source of food, as a major contributor to most of the oxygen we breathe, as a home to an incredible array of wildlife and as a source of important medicines. He stressed the need to protect the oceans, so as to ensure the health and safety of our communities and of future generations. He also urged the population, in particular the youth, to reflect on actions each of us could take to safeguard vulnerable ocean communities.

The activities organised on that day consisted of film shows, exhibitions and displays showcasing ocean research, marine conservation and safety at sea amongst others. Talks were given on various topics namely: hydrographic services in Mauritius, safety at sea and services, business opportunities in the ocean economy, coastal ecosystems, mangroves, seagrass and coral reefs, marine renewable energy, ground water discharge, observing the ocean from space and geophysical mapping of the seafloor.

This event attracted secondary and tertiary students from different regions of the country and participating stakeholders included: the Ministry of Environment, Sustainable Development, Disaster and Beach Management, the Mauritius Research Council, the Department of the Continental Shelf, Maritime Zones Administration and Exploration, the Mauritius Meteorological Services, the Albion Fisheries Research Centre, the Shipping Division, the National Coast Guard, the Rajiv Gandhi Science Centre, the University of Mauritius, the University of Technology, the Hydrographic Unit of the Ministry of Housing and Lands, Reef Conservation and the Mauritius Marine Conservation Society.

EVENTS

MOI Strategic Plan 2016 - 2020 Validation Workshop








The Government of Mauritius envisages to make the ocean economy a major pillar for its economic development, by sustaining economic diversification, wealth generation and most importantly job creation. This has been duly emphasised during the speech of the Right Honourable Prime Minister on "Achieving the Second Economic Miracle and Vision 2030" and highlighted in the Government Programme 2015-2019.

The MOI, is required under the MOI Act to prepare periodic Strategic and Action Plans. In this framework, a validation workshop was held on 12th April 2016 at the MOI in consultation with sister institutions, organisations and departments from both the public and private sectors. The views and concerns expressed by the participants have been taken onboard for finalising the MOI's Strategic Plan and Action Plan 2016-2020.

Following this workshop, the MOI developed its Strategic Plan and Action Plan 2016-2020 in line with the Government's Policy on Ocean Economy, with the assistance of two external experts namely Dr. M. Connor, Fulbright Scholar and General Manager at East Bay Dischargers Authority in San Francisco, USA and Dr. M. Bhikajee, former Director of MOI.

The Strategic plan 2016-2020, as per the provision of the MOI Act (2009), will be presented to the Minister prior to its implementation.

Marine Invasive Species Survey Scoping and Planning Workshop





Within the scope of the above referenced "Biodiversity Project", the Indian Ocean Commission (IOC) is implementing a component on the assessment of Marine Invasive Species (MIS) in the region. In 2015, the project updated the existing knowledge on marine invasive species in the participating countries and raised awareness on the various related issues.

The MOI (MOI) was invited by the IOC to host a workshop from 25th to 27th May 2016 at the MOI in Albion to share its experience on the survey of marine invasive species with the participating countries.

The main aim of the workshop was to train the national survey coordinators in the planning, preparation and initial implementation phases for conducting port surveys. This allowed for discussions and local contributions towards the following outputs:

i. Assessment and identification of likely survey locations

ii. Identification of the initial pilot survey demonstration site

iii. Provisional national survey team compositions

iv. Overview and assessment of technical survey requirements

v. Initial scoping and drafting of survey plans (including limitations)

The workshop ran over 3 days, including 2 days of 'classroom' sessions and a final day with site visit to the port. The port visit aimed to demonstrate the various field considerations and complexities.

The workshop gathered around thirty participants comprising of one trainer, two (or three in some cases) international delegates from Seychelles, Comoros, Madagascar, Kenya and Tanzania/Zanzibar as well as representatives from the Mauritius Ports Authority, the Shipping Division, the National Coast Guard and the University of Mauritius and MOI staff.

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

COP 22 - ÉNERGIES RENOUVELABLES : Alain Wong, « Le plan d'investissement concerne le ministère de l'énergie »

7 JUILLET, 2016



La préparation du plan d'investissement concernant les énergies renouvelables que le pays a été invité à présenter à la COP 22, en novembre de cette année, reviendra au ministère de l'Énergie. C'est ce qu'a indiqué lundi Alain Wong, le ministre de l'Environnement, à Ébène, en réponse à une question du Mauricien. C'était après la cérémonie d'ouverture de la rencontre de deux jours entre experts africains portant sur la diffusion des recommandations figurant dans le livret Climate change : adaptation and resilience in Africa, publié par le Network of African Science Academies (NASAC). S'il y a une action concertée entre les deux ministères sur ce projet, Alain Wong dit laisser le soin au ministère de l'Énergie, à qui revient cette responsabilité, de travailler dessus. Intervenant au Women's Forum sur les effets du changement climatique, à l'hôtel Sugar Beach le mois dernier, le ministre avait soutenu que le pays n'a pas les moyens nécessaires pour la mise en place de systèmes adéquats pour la production d'énergies propres. La déléguée de la présidence de la COP 21 (France), Laurence Tubiani, qui prépare actuellement la COP 22, a alors invité Maurice à présenter un plan d'investissement dans ce sens au groupe de gouvernements, représentants des secteurs privés et aux bailleurs de fonds internationaux, qui

sera institué pour aider les pays en voie de développement à trouver le financement nécessaire, tout en prenant en compte les conditions attachées pour le déboursement des fonds. Une suggestion à laquelle Alain Wong avait répondu positivement.

Par ailleurs, répondant à d'autres questions de la presse, le ministre a observé que Maurice comme d'autres pays a des problèmes pour s'adapter aux effets du changement climatique. « On en parle mais on n'y fait pas suffisamment attention », déplore-t-il. Il prend l'exemple de la compagnie nationale de téléphonie, Mauritius Telecom, qui « émet des factures en papier ». Plus tôt, il devait aussi faire référence à « la quantité de déchets provenant des courses régulières des ménages ».

Pour le ministre, une discipline de vie et une bonne éducation devraient contribuer à alléger ce fardeau. Il estime que le ministère doit montrer l'exemple et souhaite que chaque Mauricien produise, chez lui, quelques fruits et légumes comme la papaye ou le chouchou.

http://www.lemauricien.com/article/cop-22-energies-renouvelables-alain-wong-plan-d-investissement-concerne-ministere-l-energie

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

MRC - ÉNERGIES RENOUVELABLES : Maurice exploite l'énergie des vagues

7 JUILLET, 2016



Depuis février dernier, le Mauritius Research Council (MRC), en collaboration avec la Carnegie Wave Energy Ltd (Australie), explore les possibilités d'exploiter l'énergie des vagues (houlomotrice). À cet effet, des dispositifs de surveillance des vagues ("wave monitoring devices") sont installés dans le lagon au large de Souillac pour collecter des données. Avec ses 2,3 millions de kilomètres carrés de

zone économique exclusive, Maurice est stratégiquement bien placée pour exploiter l'énergie de l'océan, indique un document du Mauritius Research Council (MRC). « L'énergie de l'océan peut prendre la forme de l'énergie éolienne offshore, celle des vagues de l'océan, des courants océaniques, et de l'énergie océanique thermale et saline », précise le document. Le MRC estime par conséquent que les énergies marines renouvelables peuvent amplement contribuer à la sécurité énergétique de Maurice et aider à dépasser l'objectif d'atteindre les 35% de notre production d'énergie à partir des sources renouvelables. Ainsi, des recherches préliminaires sur l'énergie éolienne offshore et sur les énergies houlomotrices dans les eaux de Maurice et de Rodrigues ayant donné des résultats encourageants, le MRC affirme que le secteur des énergies offshore mauriciennes offre « d'énormes potentiels » pour le développement et la croissance au point de pouvoir se mesurer à l'échelle mondiale.
Dans ce contexte, poursuit le document, le MRC a recherché la collaboration de la firme australienne Carnegie Wave Energy Ltd pour étudier les perspectives de développement de l'énergie des vagues à Maurice. Suivant la signature d'un accord de collaboration entre le MRC et cette firme australienne, cette dernière a soumis, à travers la haute commission australienne à Maurice, un projet au ministère des Finances et du Développement économique, intitulé "High Penetration Renewable Energy Roadmap, Wave Resource Assessment and Wave-Intergrated Micro grid Design in Mauritius". Ce projet a trois objectifs. D'abord faire une évaluation des possibilités pour une plus grande promotion des énergies renouvelables (y compris celle des vagues), qui offriraient des sources d'énergies viables pour la production d'électricité et d'eau potable. Puis celui d'évaluer les sources d'énergies houlomotrices et la possibilité de développer des centrales d'énergie houlomotrice commerciale CETO (technologie australienne) à Maurice. Et, enfin, concevoir un mini-réseau décentralisé intégrant les énergies renouvelables de multiples sources (comprenant celles des vagues et des panneaux solaires photovoltaïques) pour produire une énergie stable et de qualité, pouvant également alimenter un système portable de dessalement de l'eau de mer. Le projet, estimé à environ USD 990 millions, est financé à 19% par Carnegie et à hauteur de 81% par le gouvernement australien.
Selon le document du MRC, le projet a été initié en février dernier, le conseil des

recherches ayant la responsabilité de collecter, pour le compte de Carnegie Wave Energy Ltd, les données relatives aux conditions climatiques locales, aux vagues, à la bathymétrie et à la consommation de l'énergie électriques des divers stakeholders.

À cet effet, des dispositifs de surveillance des vagues ("wave monitoring devices") sont installés depuis le 27 juin dans le lagon au large de Souillac, et ce avec la collaboration de la National Coast Guard (NCG), des Mauritius Meteorological Services et de l'Hydrographic Unit du ministère du Logement et des Terres. « Cinq sites au large de Souillac, à pas plus loin de 3 km en mer et à une profondeur de 50 mètres, ont été identifiés pour installer ces dispositifs », précise le document du MRC.

http://www.lemauricien.com/article/mrc-energies-renouvelables-maurice-exploite-lenergie-des-vagues

FOCUS DU MOIS

Le coût moyen de l'électricité solaire et éolienne pourrait baisser jusqu'à 59 % d'ici 2025 selon l'Agence internationale des Energies renouvelables

Le coût moyen de l'électricité produite par le solaire et l'éolien devrait diminuer entre 26 et 59 % avant 2025 selon un rapport sorti récemment par l'agence internationale des Énergies renouvelables (IRENA). Le rapport au titre évocateur : "The power to change : Solar and wind cost Reduction Potential to 2025", montre qu'avec le droit réglementaire et le cadre législatif en place les technologies du solaire et du vent vont continuer à voir leurs coûts se réduire à l'horizon 2025 et au-delà.

Le rapport estime qu'avant 2025, la moyenne des coûts de l'électricité solaire pourrait diminuer de 59 % pour le photovoltaïque, 35 % pour l'éolien off-shore et 26 % pour l'éolien terrestre comparé à 2015. Le prix de l'électricité pour l'énergie solaire concentrée pourrait aussi considérablement diminuer de 43 % selon la technologie utilisée. Avant 2025, la moyenne mondiale du coût de l'électricité en provenance du solaire PV et de l'éolien terrestre sera d'environ 5 à 6 cents de dollar par kWh.

Téléchargez l'étude sur : http://www.irena.org/DocumentDownloads/Publications/IRENA_Power_to_Change_2016.pdf

Sécurité maritime

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

SÉCURITÉ MARITIME : L'INS Trikand en mission à Maurice

7 JUILLET, 2016



Le navire de guerre indien INS Trikand est arrivé à Maurice en début de semaine pour une mission de quatre jours. Celle-ci s'inscrit dans le cadre des liens de coopération entre Maurice et l'Inde en vue de la promotion de la sécurité maritime. Cette frégate moderne effectue actuellement une tournée de deux mois dans la région du sud de l'océan Indien. La marine indienne poursuivra la coopération dans le domaine de la sécurité maritime en compagnie des garde-côtes nationaux en vue d'assurer un environnement maritime stable et sûr pour le développement économique

http://www.lemauricien.com/article/securite-maritime-lins-trikand-en-mission-maurice